

gabarits et les moules, et on a annoncé qu'elle serait réduite d'ici un ou deux ans et finalement supprimée, en ce qui concerne tout l'outillage de production. Nous espérons que le ministre tiendra mieux cet engagement budgétaire que son parti n'a tenu ses promesses de la campagne électorale. C'est dommage, à notre avis, que le ministre n'ait pas suivi les conseils de notre parti et ne soit pas allé plus loin dans cette voie.

Le président de l'Association canadienne des fabricants de pièces d'automobiles soulignait la gravité de cette taxe dans une déclaration publiée hier dans le *Globe and Mail*. On demande à son industrie de faire concurrence aux compagnies géantes des États-Unis, qui ne sont pas frappées d'une taxe de vente de ce genre. Les compagnies canadiennes doivent non seulement concurrencer ces établissements américains plus considérables et à bas prix de revient, mais il leur faut encore payer une taxe de 11 p. 100. Le ministre de l'Industrie leur a dit: «Ayez la hardiesse, prenez de l'envergure». Les fabricants se sont demandé pourquoi il n'avait pas parlé au ministre des Finances. Comme le disait le président de l'Association des fabricants, dans l'article du *Globe and Mail*: «Quand un gouvernement préconise d'abord le libre-échange, puis prend des mesures de ce genre, on se demande si les intelligences ne sont pas en veilleuse».

• (midi)

Nous avons réclamé la suppression de la taxe de 11 p. 100 sur les machines, les fournitures et les matériaux de construction. De fait, nous y étions fermement opposés dès le début. Le ministre a dit qu'en deçà d'un an ou deux, cette taxe sur les machines et l'outillage serait supprimée. Pourquoi ne la retranche-t-on pas maintenant? Bien entendu, il répondra en deux points: premièrement, qu'il a besoin de cet argent, et, deuxièmement, qu'il retarde ainsi les commandes de machines et d'outillage en attendant que la demande ralentisse.

A mon sens, le ministre et le gouvernement ont procédé à rebours. Comment, en vérité, peut-on répondre à la demande si les moyens de production doivent être indéfiniment entravés? On devrait, au contraire, encourager l'industrie à fournir les moyens de production, afin de satisfaire cette demande. Je ne pense pas que les moyens de production dont le besoin se fait sentir au Canada devraient être entravés. Nous ne voulons pas faire régresser le pays. Nous voulons qu'il soit répondu à la demande.

Le ministre s'est efforcé de compresser la demande et feint d'ignorer que le gouvernement devrait plutôt encourager l'offre en stimulant la production. Le ministre a prétendu

[L'hon. M. Monteith.]

lutter contre l'inflation, mais il n'a fait que s'amuser avec notre économie, qui sera son propre instrument de destruction.

Occupons-nous maintenant des articles du budget qui brillent par leur absence. Pourquoi le ministre n'a-t-il pas parlé de l'accord sur les pièces d'automobile dont son prédécesseur se vantait tant il y un an à peine?

L'hon. M. Sharp: Parce qu'il figure au *Feuilleton*.

L'hon. M. Monteith: Nous accueillons avec reconnaissance ces emplois que l'accord est susceptible de créer, mais nous regrettons qu'un gouvernement faible comme celui que nous avons ici à Ottawa ne fasse rien pour défendre les intérêts du pays. Quelle part des 50 millions de dollars en réductions tarifaires les Canadiens ont-ils reçue sous forme d'une diminution du prix des voitures? Qu'advient-il de nos fabricants de pièces d'automobile? Pourquoi ne nous dit-on rien? Je crois qu'il y a beaucoup de choses à dire à propos de cet accord sur l'automobile, mais je crois aussi que le gouvernement ne veut pas en parler.

Le ton a bien changé depuis octobre et novembre derniers: c'était à qui, du premier ministre (M. Pearson) et de divers autres ministres, ferait les éloges les plus exagérés. Nous avons alors entendu parler de l'aspect agréable, mais maintenant c'est l'autre qu'on nous fait entendre. Le gouvernement aurait dû faire bien des choses. Nous avions espéré quelque chose pour nos pensionnés et, à mon sens, la désinvolture du gouvernement à cet égard est une honte, une disgrâce. (*Applaudissements*) Récemment, le rapport du Sénat sur la gérontologie déclarait qu'il faut \$1,260 par année à un célibataire pour subsister. Nous avons demandé \$100 par mois. Comme je l'ai mentionné l'autre jour, par suite de l'inflation qui monte en flèche, la pension de \$75 des vieillards ne vaut plus que \$70 environ, et elle vaudra encore beaucoup moins dans un an d'ici.

Pendant la campagne électorale, le premier ministre a promis de payer davantage, mais sous réserve de certaines conditions. Le 15 octobre, il déclarait lors d'une émission sur les ondes de Radio-Canada:

«Ceux qui ne reçoivent que \$75 de l'État, et n'ont aucune autre source de revenu, et ont besoin de plus d'argent, même si c'est \$125—plus de \$100—devraient pouvoir l'obtenir... Ils l'obtiendront grâce à un programme national d'aide élaboré par le gouvernement fédéral en collaboration avec les provinces.»

Je rappelle à la Chambre que cela veut dire revenir à l'évaluation des ressources mais, quoi qu'il en soit, le gouvernement n'a rien fait. Aucune mesure n'est énoncée dans le budget et, tout comme les fabricants de pièces d'automobiles ont demandé au minis-